

## **PARTENARIATS PUBLIC/PRIVÉ – UN MAUVAIS MODÈLE**

### ***Déclaration du Conseil des Canadiens devant le Secrétariat du Troisième Forum mondial de l'eau.***

---

La séance thématique sur le partenariat public-privé (PPP) lors du Troisième Forum mondial de l'eau s'est terminée sans aucune déclaration commune de la part des modérateurs, le Conseil des Canadiens et le Conseil mondial de l'eau. Le Conseil des Canadiens et nos alliés de la société civile soutiennent que même s'il existe une compréhension collective du problème, nous sommes fondamentalement opposés à ceux et celles qui prônent la privatisation de l'eau comme solution.

D'une part, il y a les mégasociétés d'eau, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation mondiale du commerce, le Conseil mondial de l'eau et quelques puissants gouvernements de pays industrialisés qui sont tous en faveur des PPP. Ces PPP permettent aux gouvernements et aux institutions financières internationales d'utiliser des fonds publics pour financer l'approvisionnement en eau assuré par les entreprises privées selon un modèle lucratif de recouvrement intégral des coûts.

D'autre part, il existe un mouvement croissant au sein de la société civile appuyé par des activistes pour la défense des droits humains et pour l'élimination de la pauvreté, des écologistes, des travailleuses et travailleurs du secteur public et leur syndicat, des peuples autochtones, des propriétaires de fermes familiales, des petits pêcheurs, des groupes militant contre la construction de barrages et des représentants des communautés menacées par ces barrages, qui s'opposent à la marchandisation de l'eau et au modèle des PPP pour l'approvisionnement des services d'eau.

Les entreprises ont besoin des PPP pour s'assurer le contrôle des systèmes d'approvisionnement en eau. Elles se voient garantir des profits grâce aux fonds publics, même si leurs pratiques sont corrompues et que la qualité est détériorée. Même dans les cas où il n'y a pas de corruption et où la qualité de l'eau est préservée, les PPP demeurent tout de même un mauvais modèle, car les fonds publics servent à garnir les coffres des investisseurs privés plutôt qu'à assainir les eaux polluées, à construire des infrastructures ou garantir l'accès universel à l'eau.

La marchandisation de l'eau n'est pas la bonne voie à suivre, des points de vue éthique, écologique et sociétal. Elle fait en sorte que les décisions reposent sur des considérations commerciales et non sur des considérations écologiques ou sociétales. Les principes sous-jacents sont ceux de la rareté et de la maximisation des profits plutôt que ceux de conservation ou de développement durable. L'accumulation de profits dépend de plus en plus d'une consommation croissante et non de la conservation. Ainsi, au lieu d'alléger le problème, ces mesures ne font que l'amplifier.

Le pouvoir croissant des multinationales d'eau a réduit le pouvoir des citoyennes et des citoyens ainsi que des communautés locales de contrôler leur propre approvisionnement en eau. Le lobby des entreprises démontre une influence indue auprès des gouvernements, du commerce international et des institutions financières, alors qu'il tente d'obtenir des garanties financières et réglementaires ainsi que des normes environnementales inférieures. Les PPP représentent un pas important vers la marchandisation et la cartellisation des ressources mondiales d'eau dans les mains d'une petite élite qui déterminera l'avenir de l'eau selon ses propres intérêts. Avec un tel scénario, l'eau ira à ceux qui peuvent la payer et non à ceux et celles qui en ont besoin ou aux autres espèces. Il en résultera une dévastation écologique et la mort de millions, voire de milliards, d'êtres humains.

La délégation mondiale de la société civile exige l'intervention des gouvernements afin que les citoyennes et citoyens puissent exercer leur droit d'accès à l'eau et que l'eau soit universellement exemptée de tout accord commercial. Jusqu'à ce jour, nous nous engageons à continuer de défier et de lutter contre la privatisation et la marchandisation de l'eau à l'échelle mondiale. Nous demandons également la dissolution du Conseil mondial de l'eau pour former un organisme réellement représentatif qui pourra légitimement prétendre travailler en faveur de l'accès universel à l'eau.